ARCHIPEL
DE
SAINT-PIERRE ET MIQUELON

CONSEIL TERRITORIAL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Séance Officielle du 09 mars 2009

DELIBERATION N° 26-2009

RELATIVE AU DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE POUR 2009

LE CONSEIL TERRITORIAL DE L'ARCHIPEL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

VU la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;

VU l'article LO6471-2 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'avis de la commission mixte réunie le 05 mars 2009,

SUR le rapport de son Président,

APRES EN AVOIR DELIBERE
A ADOPTE LA DELIBERATION DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1er : Il est donné acte à Monsieur le Président du Conseil Territorial de sa communication relative aux orientations budgétaires pour 2009 et de la tenue du débat.

Article 2 : La présente délibération sera publiée au Journal Officiel de Saint-Pierre et Miquelon.

Adopté
19 voix pour
XX voix contre
XX abstention
Conseillers élus : 19
Conseillers présents : 12
Conseillers votants : 19

COLLECTIVITE TERRITORIALE ST PIERRE ET MIQUELON
CONSEIL TERRITORIAL

Le Président,

Stéphane ARTANO.

SAINT-PIERRE et MIQUELON
Reçu à la Préfecture
Le 11 MARS 2009

Mars 2009

Débat d'Orientation Budgétaire 2009

Conseil Territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon

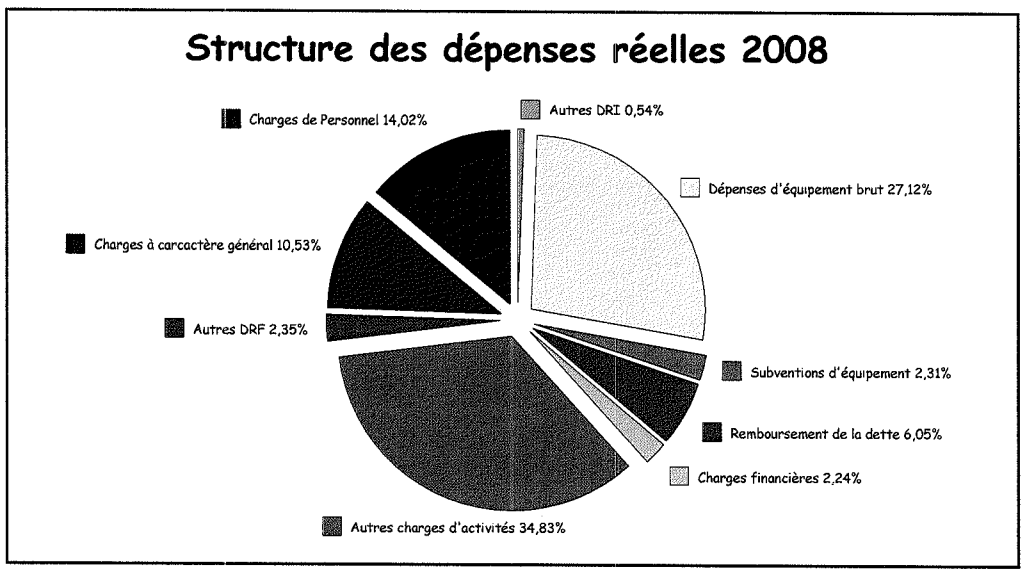
Données financières 2008

Structure du budget de la Collectivité par nature

TABLEAU 1

LES DEPENSES REELLES	DEPENSES TOTALES			DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
	M€	€/habitant	2008/2007	M€	€/habitant	% du total	2008/2007	M€	€/habitant	% du total	2008/2007
DEPENSES TERRITORIALES 2007 (*)	35 747 916	5 836		22 258 381	3 634	62,3%		13 489 535	2 202	37,7%	
DEPENSES TERRITORIALES 2008 (*)	35 061 817	5 724	-1,9%	22 431 998	3 662	64,0%	0,8%	12 629 819	2 062	36,0%	-6,4%

(*) hors reversements des recettes fiscales et douanières aux communes et à la CACIMA.



DRF : dépenses réelles de fonctionnement

DRI :dépenses réelles d'investissement

ANALYSE 2008

En 2008, les dépenses totales s'élèvent à 35 M€. Les dépenses de fonctionnement y sont majoritaires, elles représentent 64% du total des dépenses.

Après plusieurs années de progression, les dépenses de fonctionnement connaissent une maîtrise très signicative en 2008. Elles n'augmentent que de 0,8% par rapport à 2007.

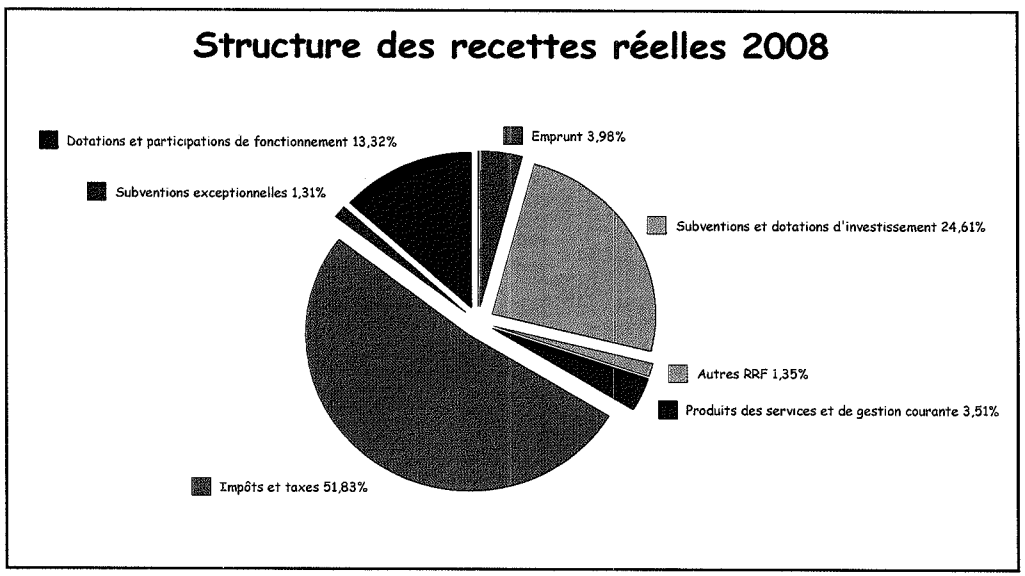
Les dépenses d'investissement se chiffrent à un niveau légèrement inférieur à celui de 2007 (-6,4%). Hors dette, elles atteignent un niveau de 10,5 M€.

Les principaux postes de dépenses en 2008 : les charges d'activités incluant les dépenses d'aide sociale et celles liées au RMI atteignent 34,8%, viennent ensuite les dépenses d'équipement brut pour 27,1%, les charges de personnel pour 14% et les charges à caractère général pour 10,5%. Le remboursement de la dette en capital représente 6% des dépenses totales.

TABLEAU 2

LES RECETTES REELLES	RECETTES TOTALES			RECETTES DE FONCTIONNEMENT				RECETTES D'INVESTISSEMENT			
	M€	€/habitant	2008/2007	M€	€/habitant	% du total	2008/2007	M€	€/habitant	% du total	2008/2007
RECETTES TERRITORIALES 2007 (*)	39 223 960	6 404		27 124 582	4 429	69,2%		12 099 378	1 975	30,8%	
RECETTES TERRITORIALES 2008 (*)	38 229 427	6 242	-2,5%	27 263 338	4 315	71,3%	0,5%	10 966 089	1 790	28,7%	-9,4%

(*) hors montant des recettes fiscales et douanières reversées aux communes et à la CACIMA.



RRF : recettes réelles de fonctionnement

RRI :recettes réelles d'investissement

ANALYSE 2008

Les recettes totales s'élèvent en 2008 à 38,2 M€. Comme pour les dépenses, ce sont les recettes de fonctionnement qui sont majoritaires, elle pèsent pour 71,3% du total des recettes

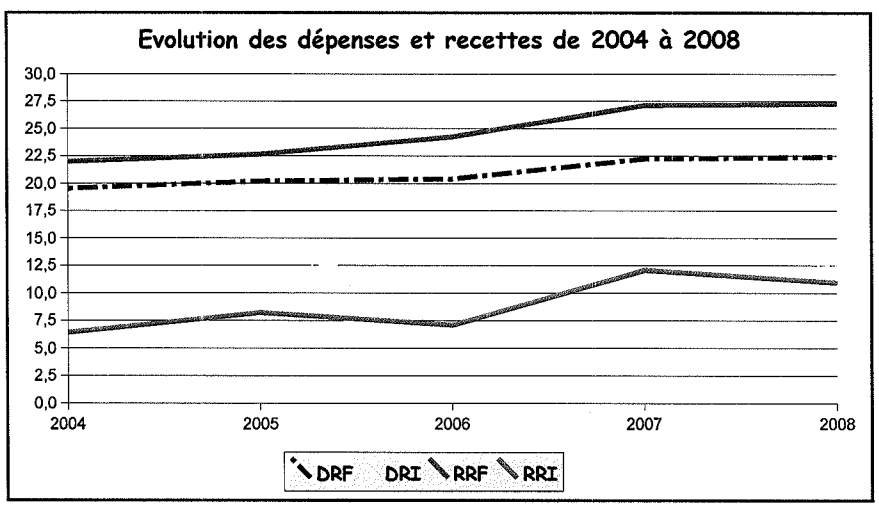
Les recettes de fonctionnement affichent une légère hausse de 0,5%, mais considérées hors subvention exceptionnelle de l'Etat (2,28 M€ en 2007 et 0,5 M€ en 2008) elles enregistrent en réalité une progression marquée (+1,9 M€, soit 7,7%).

Même en comptabilisant un recours à l'emprunt de 1,5 M€ en 2008, les recettes d'investissement diminuent de plus de 9% par rapport à 2007. Cette diminution est imputable sur le volume des subventions encaissées au titre du 9ème FED (3,4 M€ en 2008 contre 6,5 M€ en 2007)

Les principaux postes de recettes en 2008 : le produit de la fiscalité (incluant les taxes douanières) constitue la part la plus importante des recettes (51,8%) dans le budget territorial, les subventions et dotations d'investissement (Etat et Europe) représentent le deuxième poste avec 24,6% et celles de fonctionnement le troisième poste avec 13,3%. Le recours à l'emprunt prend une part en 2008, soit près de 4%.

EVOLUTION DES DEPENSES ET RECETTES REELLES

	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2004
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	19,61 M€	20,29 M€	20,48 M€	22,26 M€	22,43 M€	14,38%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	22,02 M€	22,71 M€	24,32 M€	27,12 M€	27,26 M€	23,80%
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	11,10 M€	11,52 M€	14,53 M€	13,49 M€	12,63 M€	13,78%
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	6,41 M€	8,28 M€	7,07 M€	12,10 M€	10,97 M€	71,14%



ANALYSE 2008

Le compte administratif 2008 se caractèrise par :

une section de fonctionnement maîtrisée en dépenses ;

un dynamisme des dépenses d'investissement grâce aux interventions financières de l'Etat et de l'Europe ;

un recours à la fiscalité et une augmentation des tarifs des services territoriaux qui ont permis de substituer une part importante de la subvention d'équilibre de l'Etat versée en 2007 par des recettes propres et de financer le déficit reporté.

Les **dépenses et recettes réelles** donnent lieu à des mouvements de fonds (par opposition aux dépenses ou recettes d'ordre qui correspondent à des jeux d'écritures : prélèvement pour dépenses d'investissement, dotations aux amortissements). Elles correspondent à la balance du compte administratif, au total des mouvements réels, desquels on soustrait les résultats antérieurs reportés.

TABLEAU 3

STRUCTURE DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	AUTRES CHARGES D'ACTIVITES				CHARGES DE PERSONNEL			
	M€	€/habitant	% DRF	2008/2007	M€	€/habitant	% DRF	2008/2007
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2007	12 454 090	2 033	56,0%		4 688 692	766	21,1%	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2008	12 213 411	1 994	54,4%	-1,9%	4 916 347	803	21,9%	4,9%

	CHARGES A CARACTERE GENERAL				CHARGES FINANCIERES			
	M€	€/habitant	% DRF	2008/2007	M€	€/habitant	% DRF	2008/2007
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2007	3 553 296	580	16,0%		865 894	141	3,9%	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2008	3 691 939	603	16,5%	3,9%	786 880	128	3,5%	-9,1%

ANALYSE 2008

Les autres charges d'activités, d'un montant de 12,2 M€, diminuent de 1,9% par rapport à 2007. Elles sont constituées de participations et prestations diverses versées au bénéfice de tiers, d'allocations et de subventions. Elles regroupent également les charges d'aide sociale et du RMI. En données corrigées des inscriptions exceptionnelles survenues en 2007 (opérations de reprise au budget des dépenses de la Formation Professionnelle) et de celles de 2008 (subventions versées au Syndicat Mixte de Miquelon), les recettes évoluent de 2% conformément aux impératifs fixés par le protocole budgétaire et de redressement financier.

Les charges de personnel s'établissent en 2008 à 4,9 M€. Elles présentent une augmentation de 4,9% par rapport à 2007. Hors dépenses financées par l'Etat au titre du Contrat de Développement, les charges de personnel atteignent 4,7 M€, soit une augmentation très maîtrisée de 0,7%.

Le poste des **charges à caractère général** (3,69 M€) qui correspond aux dépenses quotidiennes des services de la collectivité augmente de 3,9% par rapport à 2007. Comme pour les deux postes précédents, hors opérations spécifiques autorisées (travaux en régie, financement accordé de l'Etat), les charges se chiffrent à 3,5 M€ et s'affichent en légère diminution par rapport à 2007 (- 1%).

Les **charges financières** s'élèvent à 0,79 M€ et diminuent de 9,1% par rapport à 2007 tout en supportant en 2008 le poids des intérêts courus et à échoir en 2009 (0,085 M€). La charge des intérêts de trésorerie est en nette régression en 2008, 0,027 M€ contre 0,127 M€ en 2007.

EVOLUTION DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2004
011 CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 680 098	3 768 450	3 551 300	3 626 353	3 753 493	1,99%
VARIATION DES STOCKS DES COMPTES DU 011				-73 057	-61 554	
012 CHARGES DE PERSONNEL	4 450 610	4 420 100	4 842 800	4 688 692	4 916 347	10,46%
65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	9 750 470	10 481 600	10 650 700	11 970 251	11 747 348	20,48%
015 REVENU MINIMUM D'INSERTION				483 839	466 063	
66 CHARGES FINANCIERES	1 070 654	987 473	969 000	865 894	701 575	-34,47%
66112 – Intérêts courus et non echus					85 305	
67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	601 904	583 010	396 080	466 929	648 498	7,74%
68 DOTATIONS AUX PROVISIONS				152 450	0	
014 ATTENUATION DE PRODUITS – Reversement fiscalité	6 718 664	6 503 667	6 008 453	6 014 614	6 619 679	-1,47%
014 ATTENUATION DE PRODUITS – Autres	56 266	51 961	71 305	77 030	174 923	210,89%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**26 328 666**	**26 796 261**	**26 489 638**	**28 272 995**	**29 051 677**	**10,34%**
DEDUCTION DES REVERSEMENTS DE LA FISCALITE	6 718 664	6 503 667	6 008 453	6 014 614	6 619 679	
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**19 610 002**	**20 292 594**	**20 481 185**	**22 258 381**	**22 431 998**	**14,39%**

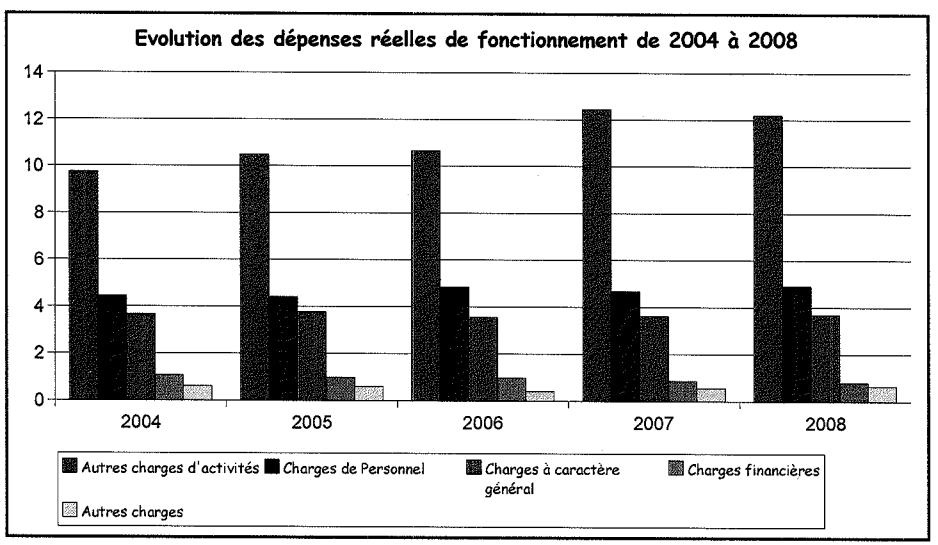


TABLEAU 4

STRUCTURE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	IMPOTS ET TAXES (*)				DOTATIONS ET PARTICIPATIONS			
	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007
RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2007	17 779 109	2 903	65,5%		5 118 056	836	18,9%	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2008	19 815 057	3 235	72,7%	11,5%	5 091 648	831	18,7%	-0,5%

(*) hors montant des recettes fiscales et douanières reversées aux communes et à la CACIMA.

2035948

	PRODUITS DES SERVICES ET DE GESTION COURANTE				SUBVENTIONS D'EQUILIBRE			
	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007
RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2007	1 094 883	179	4,0%		2 280 000	372	8,4%	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2008	1 340 579	219	4,9%	22,4%	500 000	82	1,8%	-78,1%

ANALYSE 2008

Les **recettes de fonctionnement** s'élèvent en 2008 à 27,3 M€, soit une stabilisation par rapport à 2007. Dans ces recettes, c'est le produit des impôts et taxes qui pèse le plus (72,7% pour un montant de 19,8 M€). Viennent ensuite les dotations et participations (5,1 M€) puis les produits des services et de gestion courante (1,3 M€). La subvention exceptionnelle d'équilibre allouée par l'Etat se chiffre à 0,5 M€.

Ce sont **les impôts et taxes** qui augmentent le plus en volume, + 2 M€ soit une évolution par rapport à 2007 de + 11,5%. Cette augmentation est le résultat de plusieurs facteurs : le produit des mesures fiscales prises à compter de 2008 (+ 0,7 M€ sur l'impôt sur le revenu), l'impact de redressements fiscaux sur les sociétés et +1 M€ de recettes douanières.

Les **dotations et participations** se maintiennent à un niveau identique à celui de 2007. La Dotation Globale de Fonctionnement progresse de 2,4% en s'affichant à près de 3,8 M€

Les **produits des services et de gestion courante** connaissent en 2008 la plus forte hausse : + 22,4%. L'augmentation s'explique à la fois par l'effet des revalorisations tarifaires des services territoriaux et par la valorisation des travaux effectués en régie.

La **subvention d'équilibre** allouée par l'Etat en 2008 pour la résorption du déficit budgétaire reporté s'élève à 0,5 M€ (contre 2,28 M€ en 2007).

EVOLUTION DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2004
70 PRODUITS DES SERVICES ET VENTES DIVERSES	472 000	916 500	718 800	578 338	653 680	38,49%
72 TRAVAUX EN REGIE				26 076	159 223	
73 IMPOTS ET TAXES (y compris 731) COLLECTIVITE	16 720 716	16 721 601	16 383 672	17 779 109	19 815 057	18,51%
73 IMPOTS ET TAXES (y compris 731) COMMUNES/CACIM/FFP	6 718 664	6 503 667	6 008 453	6 014 614	6 619 679	-1,47%
74 DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	4 118 000	4 404 400	4 323 658	4 918 359	4 941 066	19,99%
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	523 280	513 596	535 900	490 469	527 676	0,84%
015 REVENU MINIMUM D'INSERTION				199 697	150 582	
76 PRODUITS FINANCIERS	37 500	27 000	27 000	20	1 867	-95,02%
77 PRODUITS EXCEPTIONNELS	40	70 505	2 300 000	3 091 167	717 507	
78 REPRISES SUR PROVISIONS					152 450	
79 TRANSFERT DE CHARGES FINANCIERES					99 769	
013 ATTENUATION DE CHARGES	145 700	55 079	30 234	41 347	44 461	-69,48%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**28 735 900**	**29 212 348**	**30 327 717**	**33 139 196**	**33 883 017**	**17,91%**
DEDUCTION DES REVERSEMENTS DE LA FISCALITE	6 718 664	6 503 667	6 008 453	6 014 614	6 619 679	
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**22 017 236**	**22 708 681**	**24 319 264**	**27 124 582**	**27 263 338**	**23,83%**

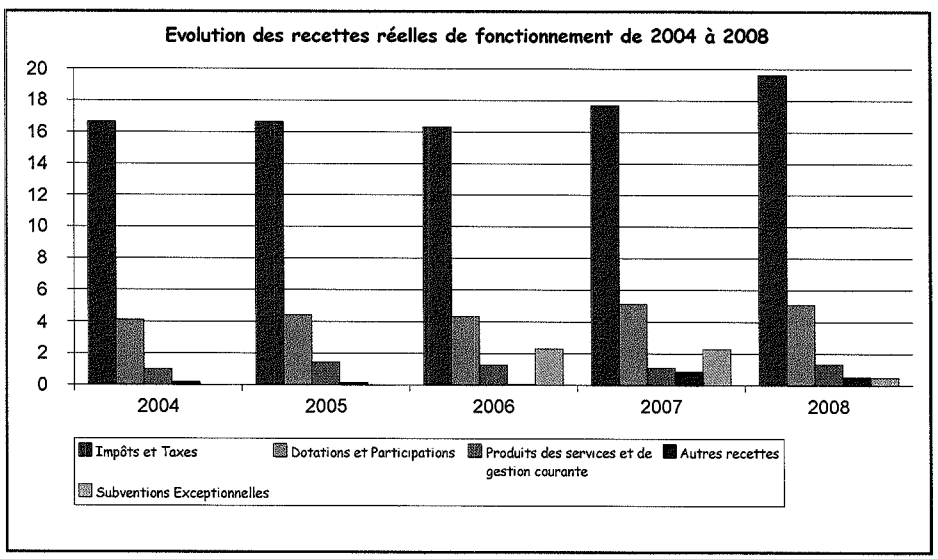


TABLEAU 5

STRUCTURE DU PRODUIT DES IMPOTS ET TAXES	IMPOT SUR LE REVENU				IMPOT SUR LES SOCIETES			
	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007
IMPOTS ET TAXES 2007	8 048 610	1 314	29,7%		1 637 657	267	6,0%	
IMPOTS ET TAXES 2008	8 751 907	1 429	32,1%	8,7%	2 210 052	361	8,1%	35,0%

	RECETTES DOUANIERES				AUTRES IMPOTS ET TAXES			
	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007
IMPOTS ET TAXES 2007	6 700 704	1 094	24,7%		1 392 138	227	5,1%	
IMPOTS ET TAXES 2008	7 748 722	1 265	28,4%	15,6%	1 104 376	180	4,1%	-20,7%

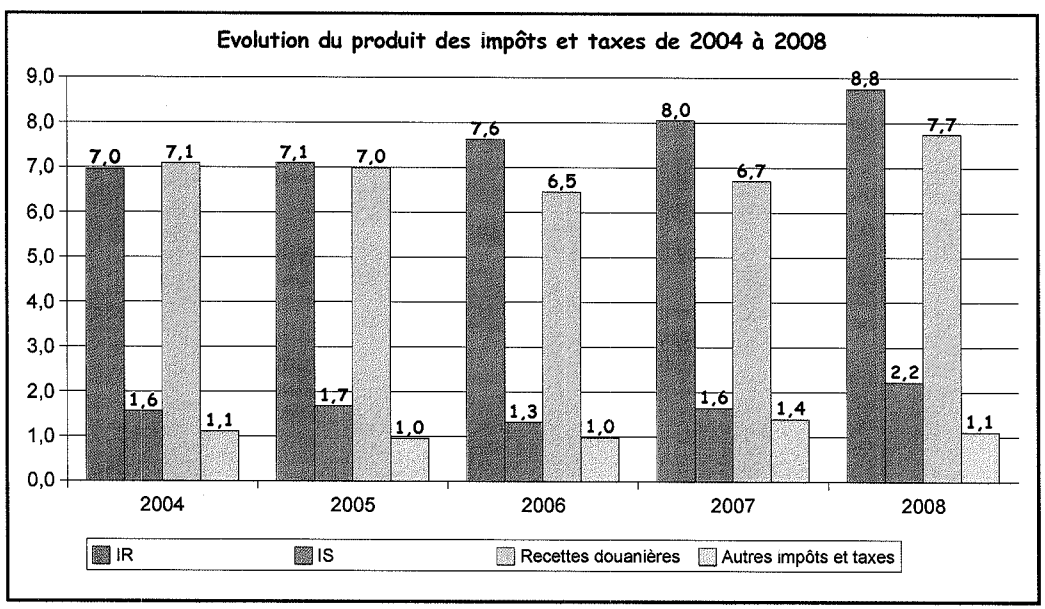
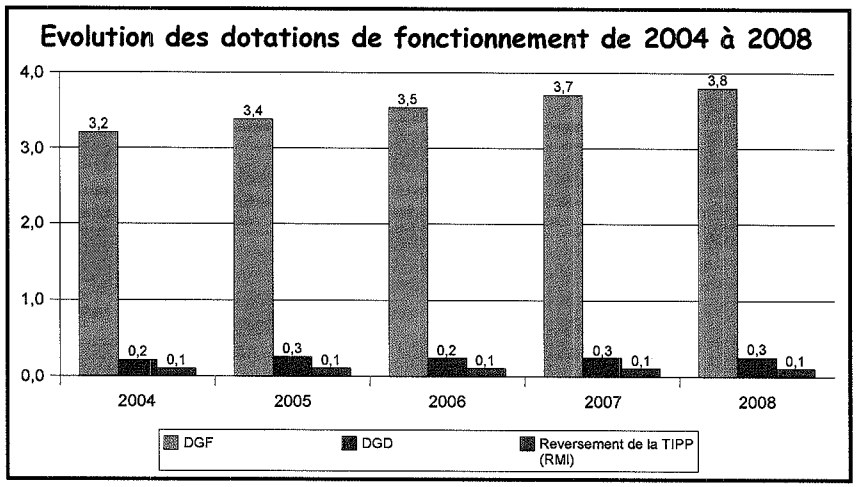


TABLEAU 6

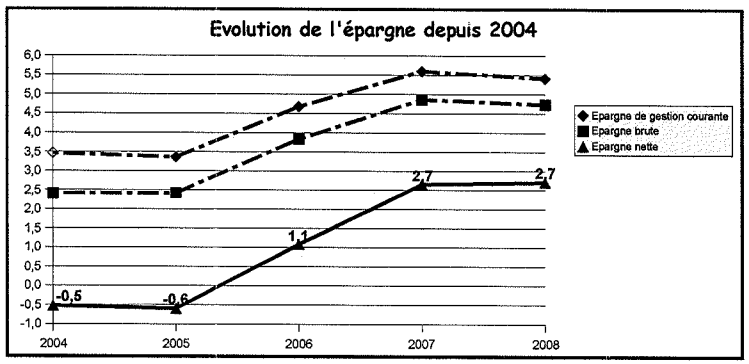
	DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT			
	M€	€/habitant	% RRF	2008/2007
DGF 2007	3 704 962	605	13,7%	
DGF 2008	3 792 538	619	13,9%	2,4%



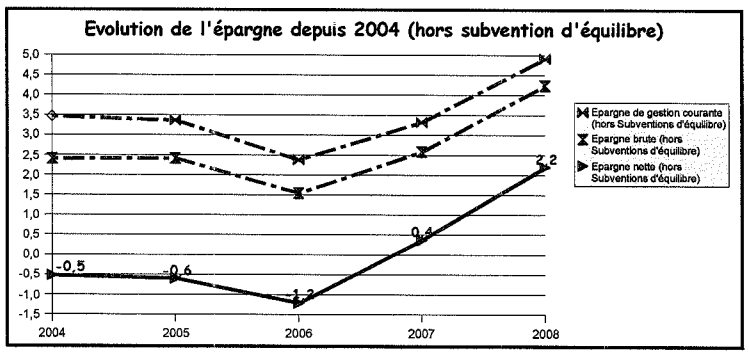
Bilan de la section de fonctionnement

TABLEAU 7

	EPARGNE GESTION COURANTE		EPARGNE BRUTE		EPARGNE NETTE		
	M€	€/habitant	M€	€/habitant	M€	€/habitant	2008/2007
EPARGNE EXERCICE 2007	5 603 323	915	4 866 201	794	2 653 641	433	
EPARGNE EXERCICE 2008	5 505 042	899	4 831 340	789	2 708 987	442	2,1%



Jusqu'en 2005, l'épargne brute dégagée ne permettait pas de couvrir le remboursement de l'annuité de la dette en capital, l'épargne nette territoriale s'affichait donc en négatif. En 2006, l'attribution d'une subvention d'équilibre de l'Etat de 2,3 M€ a permis de retrouver une épargne nette positive de 1,1 M€. L'épargne nette connait depuis une forte progression maintenue en 2008 à hauteur de 2,7 M€.



Hors subventions d'équilibres de l'Etat versées au budget territorial sur la période 2006/2008, l'épargne nette a atteint son plus bas niveau en 2006 (- 1,2 M€). En 2007, elle devient légèrement positive (+ 0,4 M€) mais connait sur 2008 une forte progression qui est la résultante d'un recours à la fiscalité et de la maîtrise des dépenses courantes.

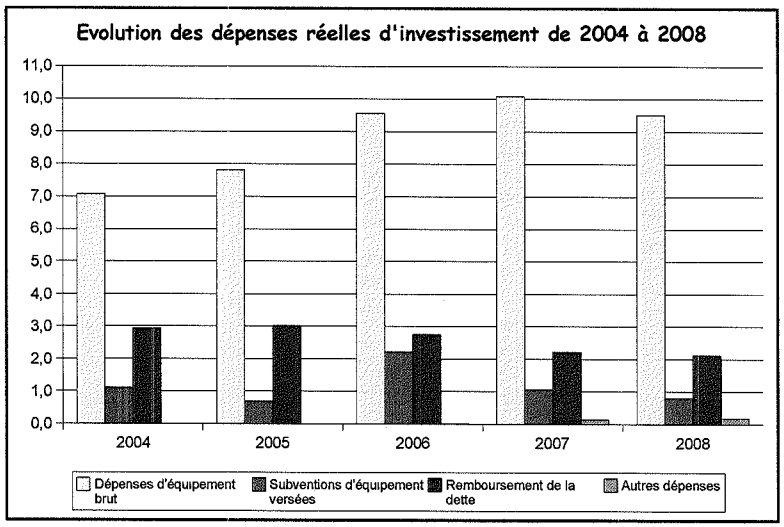
Epargne de gestion courante = différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts liés à la dette. C'est l'épargne dégagée de la gestion courante qui contribue au financement des dépenses d'équipement et au remboursement de la dette.

Epargne brute (ou autofinancement brut) = différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement (équivalent de l'épargne de gestion moins les intérêts de la dette).

Epargne nette (ou autofinancement net) = l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette ; elle mesure la part d'épargne affectée au financement des dépenses d'équipement.

TABLEAU 8

STRUCTURE DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	IMMOBILISATIONS (Equipement brut)				SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT				REMBOURSEMENT DE LA DETTE			
	M€	€/habitant	% DRI	2008/2007	M€	€/habitant	% DRI	2008/2007	M€	€/habitant	% DRI	2008/2007
DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2007	10 081 836	1 646	74,7%		1 060 272	173	7,9%		2 212 561	361	16,4%	
DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2008	9 510 137	1 553	75,3%	-5,7%	809 250	132	6,4%	-23,7%	2 122 353	347	16,8%	-4,1%



ANALYSE 2008

Les **dépenses d'équipement brut** qui atteignent 9,5 M€, présentent une légère diminution par rapport à 2007 (-5,7%). Elles représentent les trois quarts des dépenses d'investissement. Pour 2008, les travaux de la piste de Miquelon constituent le poste principal de dépenses d'équipement brut, ils représentent 2,2 M€. Viennent ensuite les travaux d'électrification pour 1,6 M€, la voirie pour 1,2 M€ et la réalisation de la 1ère phase de la plateforme de compostage pour 0,9 M€.

Les **subventions d'équipement** versées à des tiers s'élèvent à 0,8 M€, soit 23,7% de moins qu'en 2007. Les principaux bénéficiaires relèvent du secteur privé (0,4 M€). Les communes ont quant à elles reçu 0,3 M€ et l'Etat bénéficie de 0,08 M€ relatifs à un Fonds de concours pour des travaux sur le port de Miquelon.

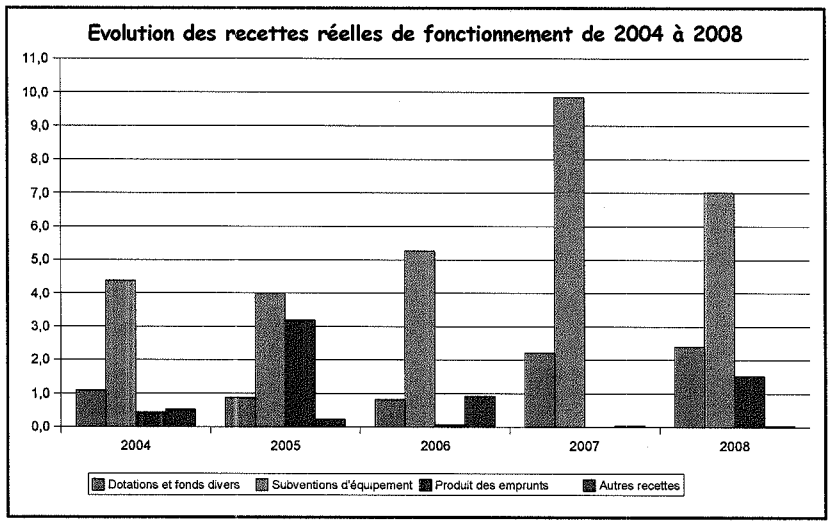
En 2008, **le montant du capital remboursé** s'établit à 2,1 M€ contre 2,2 M€ en 2007. Cette évolution toujours à la baisse mais nettement moins marquée que pour les exercices précédents résulte de la levée du nouvel emprunt contracté auprès de l'Agence Française de Développement en 2008 (1,5 M€ - Financement des investissements 2007).

	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2004
AMORTISSEMENT DE LA DETTE EN CAPITAL	2 928 658	3 013 434	2 754 352	2 212 561	2 122 353	-27,53%
EQUIPEMENTS BRUTS	7 074 602	7 820 118	9 559 347	10 081 836	9 510 137	34,43%
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	1 098 556	691 120	2 210 085	1 060 272	809 250	-26,34%
AUTRES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	274	0	5 999	134 866	188 079	
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**11 102 090**	**11 524 672**	**14 529 783**	**13 489 535**	**12 629 819**	**13,76%**

Les **dépenses d'équipement** correspondent aux dépenses réelles d'investissement, à l'exclusion du remboursement du capital de la dette. Elles intègrent à la fois les dépenses d'équipement brut, qui enrichissent le patrimoine de la collectivité, et les subventions d'investissements qui constituent des investissements indirects.

TABLEAU 9

STRUCTURE DES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	SUBVENTIONS, DOTATIONS ET FONDS DIVERS				PRODUIT DES EMPRUNTS			
	M€	€/habitant	% RRI	2008/2007	M€	€/habitant	% RRI	2008/2007
RECETTES D'INVESTISSEMENT 2007	12 053 577	1 968	99,6%		0	0	0,0%	
RECETTES D'INVESTISSEMENT 2008	9 408 714	1 536	85,8%	-21,9%	1 520 523	248	13,9%	



ANALYSE 2008

Les recettes d'investissement d'un montant de 11 M€ servent à couvrir les dépenses d'investissement qui ne sont pas autofinancées par l'épargne. Hors dette, elles s'élèvent à 9,4 M€. **Le FCTVA**, calculé sur les investissements réalisés en 2006, progresse de 0,6 M€ par rapport à 2007 et **la DGE** atteint 1 M€. Le volume **des subventions d'équipement** réalisées diminue de 28,7% et s'enregiste pour 7 M€ contre 9,8 M€ en 2007. La différence constatée à la baisse s'impute sur les subventions européennes qui gardent une part importante dans le budget territorial (3,4 M€ en 2008 contre 6,5 M€ en 2007). Viennent ensuite les subventions versées par le Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification (FACE) pour 1,6 M€, les différents ministères de l'Etat pour 1,1 M€ et l'ADEME pour 0,9 M€.

La Collectivité a contracté en 2008 **l'emprunt** de 1,5 M€ accordé par l'Agence Française de Développement pour le financement des investissements 2007 auquel s'ajoute un solde d'emprunt mobilisé auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie (0,02 M€). Comme pour l'exercice précédent, le prêt de l'AFD affecté au financement des investissements 2008 ne s'affiche pas dans les réalisations 2008 mais dans les recettes reportées. Les fonds seront débloqués sur 2009.

	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2004
PRODUIT DES EMPRUNTS	431 697	3 185 000	77 983	0	1 520 523	
DOTATIONS ET FONDS DIVERS	1 087 415	876 284	815 731	2 213 166	2 392 380	120,01%
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RECUES	4 373 618	3 986 873	5 260 383	9 840 411	7 016 334	-28,70%
AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT	517 326	232 861	919 941	45 801	36 852	
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**6 410 056**	**8 281 018**	**7 074 038**	**12 099 378**	**10 966 089**	**71,08%**

Bilan de la section d'investissement

TABLEAU 10

EQUILIBRE FINANCIER	2004	2005	2006	2007	2008
EPARGNE DE GESTION COURANTE (a)	3 467 761	3 363 012	4 679 261	5 603 323	5 505 042
ANNUITE TOTALE DE LA DETTE (b)	3 989 185	3 960 359	3 595 534	2 949 683	2 796 055
EPARGNE NETTE (c) = (a) + (b)	-521 424	-597 347	1 083 727	2 653 640	2 708 987
RECETTES D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT (d)	5 978 359	5 096 018	6 996 055	12 099 378	9 445 566
RECETTES DISPONIBLES A L'INVESTISSEMENT (e) = (c) + (d)	5 456 935	4 498 671	8 079 782	14 753 018	12 154 553
DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS REMBOURSEMENT DE LA DETTE (f)	8 173 432	8 511 238	11 775 431	11 276 974	10 507 466
BESOIN DE FINANCEMENT (g) = (f) – (e)	2 716 497	4 012 567	3 695 649		
CAPACITE DE FINANCEMENT (g) = (e) – (f)				3 476 044	1 647 087
PRODUIT DES EMPRUNTS (h)	431 697	3 185 000	77 983	0	1 520 523
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 284 800	-827 567	-3 617 666	3 476 044	3 167 610
RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE N – 1	1 187 984	602 794	419 859	130 495	3 953 408
RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE N – 1	-568 889	-2 268 499	-2 913 132	-6 241 434	-6 588 302
RESULTAT DEFINITIF	-1 665 705	-2 493 272	-6 110 939	-2 634 895	532 715

ANALYSE 2008

En 2008, le résultat de la gestion de l'exercice est un excédent de **3,167 M€.** Après intégration des résultats antérieurs, **le compte administratif 2008 enregistre un résultat excédentaire de 0,532 M€.**

Aprés considération des restes à réaliser 2008 qui seront reportés au budget primitif 2009 en dépenses pour 6,3 M€ et en recettes pour 6,1 M€, **le résultat cumulé 2008 demeure excédentaire de 0,3 M€.**

Recettes d'investissement hors emprunts = recettes réelles d'investissement hors produit des emprunts. Elles mesurent les recettes d'investissement définitives.

Recettes disponibles à l'investissement = épargne nette + recettes d'investissement hors emprunts. Elles mesurent la totalité des recettes de l'exercice qui restent disponibles à l'investissement après financement des charges courantes et de la dette en capital.

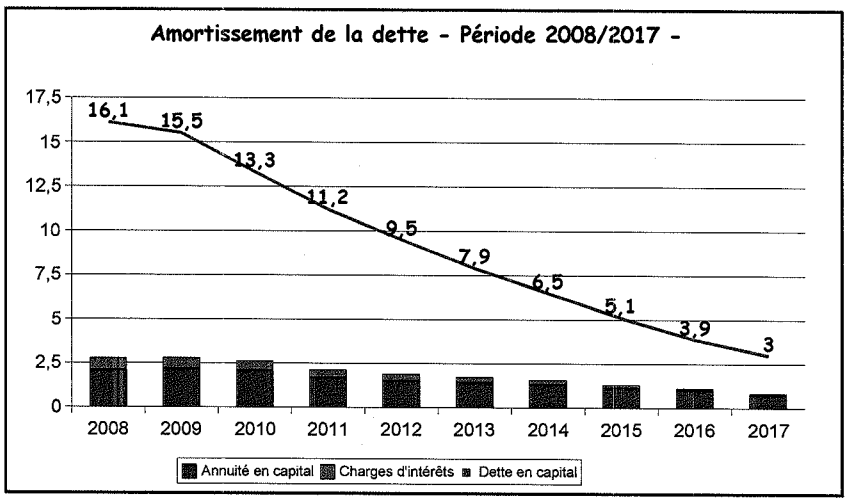
Dépenses d'investissement hors remboursements = dépenses réelles d'investissement hors remboursements des emprunts et notamment hors remboursements effectués dans le cadre de réaménagements de dette et refinancés par emprunt.

Besoin et/ou Capacité de financement = différence entre les dépenses d'investissement hors remboursements et les recettes disponibles à l'investissement.

L'endettement

TABLEAU 11

ETAT ET EVOLUTION DE LA DETTE	DETTE POUR EMPRUNT EN CAPITAL AU 31/12/N			ANNUITE DE LA DETTE POUR EMPRUNT		
	M€	€/habitant	2008/2007	M€	€/habitant	2008/2007
ENDETTEMENT AU 31/12/2007	16 065 674	2 623		2 949 683	482	
ENDETTEMENT AU 31/12/2008	15 463 844	2 525	-3,7%	2 796 055	456	-5,2%



ANALYSE 2008

Au 31 décembre 2008, **l'encours de dette** représente 15,5 M€ contre 16,1 M€ en 2007, il diminue de 3,7% sur l'exercice tout en considérant un recours à l'emprunt de 1,5 M€.

L'endettement d'une collectivité peut être apprécié par rapport à ses recettes de fonctionnement et à sa capacité à se désendetter. **La charge de la dette** représente 10% des recettes réelles de fonctionnement. **Le taux d'endettement** 2008 fait que le Conseil Territorial a besoin de 58% de ses recettes de fonctionnement pour rembourser sa dette. Enfin, la Collectivité a **la capacité de rembourser ses emprunts** avec environ 3,6 ans d'épargne brute.

Charge de la dette = au rapport entre l'annuité de la dette et les recettes réelles de fonctionnement. Elle mesure la part représentée par le service de la dette dans les RRF.

Taux d'endettement = au rapport entre l'encours de dette au 31 décembre et les recettes réelles de fonctionnement. Il mesure l'endettement par rapport aux ressources de la collectivité.

Capacité de désendettement = au rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute. Elle représente le nombre d'années d'épargne brute nécessaires au remboursement de l'encours de dette total.

Les ratios

TABLEAU 12

LES RATIOS FINANCIERS	2004	2005	2006	2007	2008
RATIOS RAPPORTES A LA POPULATION					
Ratio 1 – DRF/habitant	3 105	3 213	3 243	3 630	3 636
Ratio 2 – RRF/habitant	3 486	3 595	3 486	4 056	4 370
Ratio 3 – Immobilisations/habitant	1 294	1 348	1 864	1 841	1 715
Ratio 4 – Dette pour emprunt/habitant	3 764	3 317	2 893	2 623	2 525
Ratio 5 – DGF/habitant	508	535	560	605	619
Ratio 6 – Produit de l'IR et IS/habitant	1 349	1 390	1 417	1 581	1 790
Ratio 7 – Produit de la fiscalité douanière/habitant	1 122	1 106	1 023	1 094	1 265
RATIOS DE STRUCTURE					
Ratio 8 –Dépenses de Personnel/DRF	23%	22%	24%	21%	22%
Ratio 9 – DRF+Dette en capital /RRF	102%	103%	106%	98%	91%
Ratio 10 – Taux d'équipement territorial	32%	34%	43%	41%	36%
Ratio 11 – Taux d'endettement territorial	108%	92%	83%	65%	58%
Ratio 12 – Taux d'épargne nette	-2%	-3%	5%	11%	10%
Ratio 13 – Taux d'autofinancement net	-7%	-8%	-13%	4%	23%
Ratio 14 – Couverture des INV par l'emprunt	5%	37%	1%	0%	14%
Ratio 15 – Charge de la dette	18%	17%	16%	12%	10%
Ratio 16 – Capacité de désendettement	9,9	8,7	11,9	6,2	3,6

* Les ratios sont calculés hors subventions d'équilibre de l'Etat versées sur la période 2006/2008.

Population : 6316 HABITANTS (recensement de 1999 considéré jusqu'au 2006)
Population : 6125 HABITANTS (recensement de 2006 considéré depuis 2007)

Signification des ratios

Ratio 1	**Dépenses réelles de fonctionnement par habitant** = dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie rapportées au nombre d'habitant
Ratio 2	**Recettes réelles de fonctionnement par habitant** = total des recettes pérennes du budget constitué principalement de la fiscalité, des subventions et des dotations reçues, des produits des services de la collectivité.
Ratio 3	**Dépenses d'équipement brut par habitant** = total des chapitres 20, 21 et 23 y compris les subventions d'équipement versées figurant au chapitre 204.
Ratio 4	**Encours de dette pour emprunt par habitant** = stock de dette en capital restant à rembourser par la Collectivité. Le stock est considéré au 1er janvier lorsque le ratio est à joindre au budget primitif et au 31 décembre lorsque que le ratio est à joindre au compte administratif.
Ratio 5	**Dotation Générale de Fonctionnement par habitant**
Ratio 6	**Produit de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés par habitant**
Ratio 7	**Produit des recettes douanières par habitant**
Ratio 8	**Dépenses de personnel par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement** = ce ratio marque le volume du personnel au sein des frais de fonctionnement. Les dépenses de personnel correspondent au chapitre 012.
Ratio 9	**Dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital par rapport aux recettes réelles de fonctionnement** = ratio également appelé Marge d'Autofinancement Courant. Les dépenses de fonctionnement sont celles du ratio 1, les recettes correspondent au ratio 3. Le montant du remboursement de la dette s'entend toujours hors réaménagements de dette.
Ratio 10	**Dépenses d'équipement brut par rapport aux recettes réelles de fonctionnement** = ce ratio, appelé aussi taux d'équipement, met en parallèle le montant consacré aux investissements par rapport aux « revenus réguliers » dont dispose la Collectivité. A la différence du ratio 4, les subventions d'équipement inscrites au chapitre 204 ne sont pas considérées.
Ratio 11	**Taux d'endettement** = rapport entre l'encours de dette et les recettes réelles de fonctionnement. Il mesure la part l'endettement par rapport aux ressources de la collectivité (la capacité financière de la collectivité à pouvoir rembourser sa dette).
Ratio 12	**Taux d'épargne nette** = rapport entre l'épargne nette et les recettes réelles de fonctionnement, et mesure, en pourcentage, la part des recettes de fonctionnement disponible pour le financement des dépenses d'équipement.
Ratio 13	**Taux d'autofinancement net** = rapport entre l'épargne nette et les dépenses d'équipement brut, et mesure ainsi la part de ces dépenses effectivement autofinancée.
Ratio 14	**Couverture des investissements par l'emprunt** = rapport entre le produit des emprunts (hors emprunts de refinancement) et les dépenses d'investissement hors remboursements.
Ratio 15	**Charge de la dette** = rapport entre l'annuité de la dette et les recettes réelles de fonctionnement. Elle mesure la part représentée par le service de la dette dans les recettes réelles de fonctionnement.
Ratio 16	**Capacité de désendettement** = rapport entre l'encours de la dette et l'épargne brute. Elle représente le nombre d'années d'épargne brute nécessaires au remboursement de l'encours de dette total.

Mars 2009

Débat d'Orientation Budgétaire 2009

Conseil Territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon

Prévisions chiffrées Budget Primitif 2009

Les tendances budgétaires et orientations

Esquisse budgétaire de la section de fonctionnement 2009

DEPENSES	
Charges à caractère général	4,2 M€
Charges de personnel	5,7 M€
Autres charges de gestion courante	12,2 M€
Charges financières	0,7 M€
Charges exceptionnelles	0,7 M€
Chapitre 015 – RMI / Chapitre 016 – APA	0,6 M€
Autres charges	0,4 M€
Total des opérations réelles	**24,5 M€**
Virement à la section d'investissement	1,7 M€
Dépenses d'ordre	1,1 M€
TOTAL	**27,3 M€**

RECETTES	
Excédent de fonctionnement reporté	0,3 M€
Produits des services et du domaine	0,6 M€
Produits de gestion courante	0,5 M€
Chapitre 015 – RMI / Chapitre 016 – APA	0,2 M€
Dotations et subventions	5,5 M€
Impôts et taxes	19,6 M€
Autres produits	0,05 M€
Total des opérations réelles	**26,8 M€**
Recettes d'ordre	0,5 M€
TOTAL	**27,3 M€**

Les tendances budgétaires et orientations

Esquisse budgétaire de la section d'investissement 2009

DEPENSES	
Dette (en capital)	2,3 M€
Opérations Plan de Relance	6,0 M€
Opérations Développement Economique	3,0 M€
Opérations récurrentes (Immobilisations et travaux	4,0 M€
Opérations récurrentes (subventions versées)	1,0 M€
Total des opérations réelles	**16,3 M€**
Dépenses d'ordre	0,01 M€
TOTAL	**16,4 M€**

RECETTES	
Dotations globalisées	3,8 M€
Subventions d'équipements	8,3 M€
dont subventions au titre du plan de relance	*4,5 M€*
Emprunts	1,5 M€
Autres recettes d'investissement	0,1 M€
Total des opérations réelles	**13,7 M€**
Virement du fonctionnement	1,7 M€
Recettes d'ordre	1,0 M€
TOTAL	**16,4 M€**